L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO

Lundi 29 novembre 2021

Guadeloupe-Martinique : si violence il y a, c'est celle de l'ordre colonial et de la pauvreté

Un vent de révolte souffle sur la Guadeloupe et la Martinique : grèves, manifestations, barrages de route dont certains sont défaits par la police et aussitôt reconstruits. C'est la colère légitime des plus pauvres, salariés et chômeurs qui explose face au mépris des autorités. Le passe sanitaire imposé par le gouvernement, qui a brutalement suspendu de leur travail, sans solde, des centaines de soignants, de pompiers et d'autres salariés, a été une injustice de plus qui a fait déborder le vase. Mais c'est plus largement la colère sociale contre les conditions de vie, le chômage et la misère qui a explosé.

Les Macron et Castex, et leurs amis patrons, osent donner des leçons de santé et parler de « non-respect des règles sanitaires », eux qui sont les responsables de la situation, y compris de la méfiance face à un vaccin bien utile. Si la dernière vague de Covid s'est transformée en catastrophe, c'est bien du fait du délabrement des structures de santé à Pointe-à-Pitre ou ailleurs.

Après avoir envoyé des contingents du Raid et du GIGN et instauré un couvre-feu au prétexte d'incendies et pillages, Macron et ses ministres ont dû changer de ton devant une colère contre les inégalités et la pauvreté qui pourrait et devrait même déborder les Antilles.

Et le gouvernement d'annoncer quelques mesures dérisoires pour tenter de faire retomber la colère, comme le report de l'obligation vaccinale au 31 décembre (plus d'urgence donc ?). Le ministre des Outre-mer, Lecornu, dépêché sur place ce dimanche, a lancé une vague formule d'« autonomie » possible, dans l'espoir qu'elle allèche quelques élus et notables locaux espérant y glaner quelques postes et prébendes.

Le problème n'est pas là. Tout comme est dérisoire la soudaine promesse d'un millier d'emplois « aidés » pour les jeunes. C'est un travail et un salaire décent qui sont demandés, pas de vagues promesses.

Contre l'incurie des pouvoirs publics

La mobilisation lancée par des collectifs d'organisations syndicales, politiques et associatives, avec le mouvement de grève qui a éclaté, posent tous les problèmes sociaux.

Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique : manque d'hôpitaux, mais aussi un réseau d'eau qui, en Guadeloupe, se dégrade au point de priver de nombreuses familles d'eau potable… mais pas de payer les factures aux compagnies. La corvée d'eau fait partie du quotidien, ce qui nous ferait tous sauter au plafond en France !

Autre scandale, celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, alors qu'il était interdit en France, qui pollue encore les terres et empoisonne aujourd'hui plus de 90 % des Antillais, provoquant des maladies graves.

Colère des travailleurs et des jeunes

À cela s'ajoutent un chômage de masse (40 % chez les moins de 30 ans), une vie dans des quartiers populaires délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse insupportable pour la population la plus pauvre.

Il est donc plus que salutaire que des soignants, des pompiers, mais aussi des enseignants, des pompistes, des territoriaux et des travailleurs de l'hôtellerie-restauration se révoltent contre cette situation. Les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, le manque généralisé de moyens pour vivre.

Vive la lutte des travailleurs antillais !

Sur les piquets de grève et les barrages, ils ont dû faire face à la répression brutale des forces de l'ordre, à des arrestations. D'autant plus brutale que l'ordre et le mépris colonial, celui de l'État comme celui des « békés », les descendants des colons qui possèdent les plantations et dominent l'économie locale, rendent la vie encore plus dure qu'ici.

Le succès de leur lutte est capital pour nous aussi. Par leur mobilisation et leurs revendications contre la dégradation sociale, les travailleurs de Guadeloupe et Martinique montrent la voie

Pour nous contacter :
www.convergencesrevolutionnaires.org

A chacun ses objectifs

En cette fin d'année, nous allons voir refleurir les pressions autour des objectifs contractuels à tenir vis-à-vis des clients. La période va s'avérer comme toujours stressante, puisque nos chefs ne vont pas hésiter à nous rebattre les oreilles sur les chiffres qu'il faudrait à tout prix tenir.

Car il s'agit bien de faire du chiffre, parfois en dépit du bon sens, puisque dans certaines équipes, on nous demande carrément d'abandonner certaines activités au profit d'autres.

Le bon sens, justement, consisterait à dire que si nous n'arrivons pas à tenir les objectifs tout au long de l'année, c'est qu'il faut embaucher !

5eme vague, c'est pas la panique chez la direction

Nous avons enfin reçu un mail concernant la 5eme vague. Mais la direction se contente du minimum : un jour de télétravail supplémentaire par semaine, pour ceux qui sont éligibles… Sans oublier de nous faire la morale au passage, sur les gestes barrières. Mais toujours aucune jauge dans les bureaux.

Suez est à l'image du gouvernement : ne mettre aucun moyen dans la lutte contre la pandémie, rejeter la faute sur la population et faire uniquement ce qui les arrange.

De Paris à Londres, une politique criminelle contre les migrants

Macron et Johnson s'accusent mutuellement d'inaction face au drame des migrants dans la Manche. Mais ils sont responsables du naufrage qui a coûté la vie à 27 personnes jeudi dernier. Ils cherchent à se dédouaner en parlant de lutter contre le « trafic migratoire », mais c'est leur politique anti-migrants qui alimente le trafic des passeurs. Tant qu'il y aura des frontières, il y aura des passeurs.

Le gouvernement britannique délègue le refoulement des migrants aux flics de Macron, qui harcèlent les migrants à Calais pour les faire fuir… Leur seule solution est de traverser la Manche.

Les criminels, ceux qui transforment la Méditerranée ou la Manche en cimetières sont les gouvernements qui barricadent leurs frontières.

Nouveau variant

Tous les médias et les gouvernants nous parlent fébrilement de l'apparition de ce nouveau variant du Covid, numéroté Omicron, dont la propagation pourrait accélérer une cinquième vague. Il serait apparu au Botswana, avant de se propager en Afrique du Sud et gagner maintenant les pays du Nord. Face à cela nos gouvernants n'ont qu'une idée : fermer les frontières. Comme si les virus avaient besoin d'un passeport.

Si ses mutations se multiplient et se propagent, c'est bien à cause des défaillances des équipements médicaux, dont les pays pauvres sont encore plus dépourvus. C'est aussi la preuve qu'il ne suffit pas de se calfeutrer chez nous, de garder notre vaccin pour nous, protégé par les brevets des trusts privés qui s'enrichissent sur le dos de la santé publique.

C'est à l'échelle de l'ensemble de la planète qu'il faut combattre l'épidémie, en fournissant partout les équipements hospitaliers nécessaires et les vaccins gratuitement.

La campagne de Philippe Poutou

Notre camarade, ouvrier de l'automobile, candidat à l'élection présidentielle, continue de porter les revendications essentielles du monde du travail dans cette campagne. Lors de deux meetings tenus cette semaine à Toulouse, le 23 novembre, plusieurs centaines de personnes ont pu l'entendre appeler notamment à *« l'expropriation des capitalistes »*. Ce week-end à Paris, Philippe était évidemment présent pour la manifestation contre les licenciements. Licencié par Ford après une longue lutte, il était particulièrement bien placé pour conseiller aux travailleurs menacés de *« retrouver du culot dans les revendications, pour ne plus être sur la défensive »*.

Joséphine au Panthéon, Macron à la télé

l'entrée de Joséphine Baker au Panthéon a donné lieu à une débauche d'éloges de l'artiste. On a loué pêle-mêle sa lutte contre le racisme, son engagement aux côtés de De Gaulle en 1940 ou son admiration pour « la France, pays des droits de l'homme ».

Mais cela a été surtout l'occasion pour Macron d'apparaître en futur candidat à la présidentielle. A y regarder de plus près, le tableau est tout sauf idyllique. Si l'artiste afro-américaine, qui souffrit dans son enfance de naître noire dans un sud des États-Unis raciste, a tout au long de sa vie combattu à sa manière le racisme, elle a aussi servi de caution à maints présidents de la République, sans jamais critiquer ni leurs expéditions coloniales ou néo-coloniales, ni leur mépris affiché à l'égard des immigrés en France. Ce qui lui a permis de conserver, jusqu'à sa mort, son image d'icône consensuelle.

Aujourd'hui, vu les lois sur l'immigration, Joséphine Baker n'aurait sans doute pas pu entrer en France. Et si elle y était malgré tout parvenue, elle aurait été victime, comme les nouveaux migrants, du racisme ambiant, voire de manifestations hostiles dans les rues. Une réalité qu'une grand-messe laïque au Panthéon ne peut pas faire oublier.

Remerciements

Nous remercions tous ceux qui ont donné à la collecte pour financer le bulletin, et nous ont permis de récolter la somme de 42,40 euros.

De quoi faire encore bien des Étincelles !